

ASS/GF/II/MG

2025-43

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 4 AVRIL 2025

OBJET : MOTION PROPOSÉE PAR LES GROUPES « EXPERIENCE ET PROGRÈS POUR LÉZIGNAN » ET « LÉZIGNANAIS DE CŒUR »			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 32	Date de la convocation : 28 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le quatre avril à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENNER, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marion FORATO

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Dominique JOLIS, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à Mme Christine BÉNET, M. Dominique JOLIS à M. Michel MASUYER, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Freddy NOLOT à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy VIVÈS

RAPPORTEUR : Rémi PÉNAVAIRE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20250404-2025-43-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/04/2025
Publication : 11/04/2025

Pour le Maire



Considérant que les collectivités territoriales ne sont en rien responsables du déficit public, Entre 2019 et 2023, celles-ci ont dégagé un solde cumulé positif de + 1,9 milliards d'euros alors que l'État dégageait pour sa part un solde négatif cumulé de – 690,7 milliards d'euros.

Considérant que les services publics, qui bénéficient à toutes et tous, produisent plus de 20 % des richesses de ce pays (plus de 20 % du PIB) et en tant que premier investisseur public en France, représentant plus de deux tiers de l'investissement public national,

Considérant la loi de Finances 2025 qui prévoit de ponctionner, selon le dernier avis du Comité des Finances Locales, plus de 7 milliards d'euros sur les recettes locales ; cette ponction s'ajoutant à la forte hausse des cotisations des employeurs territoriaux décidée par le gouvernement et le Parlement.

Considérant que ces ponctions représentent une offensive, dont la nature est sans précédent contre leur autonomie financière et leur capacité à remplir leurs missions de Service public.

Considérant que le cadre législatif actuel ne permet pas aux collectivités territoriales de disposer de la visibilité budgétaire nécessaire pour planifier leurs investissements à moyen et long terme, ni de compenser les pertes de ressources imposées unilatéralement par l'État, précisément l'ensemble des réductions budgétaires prévues et notamment :

- le prélèvement d'un milliard sur le Dispositif de Lissage Conjoncturel (DILICO),
- les 2 milliards d'euros prélevés sur les dotations, dont près de 900 millions d'euros directement auprès des seuls départements,
- la réduction du Fonds vert de 1,35 milliard d'euros,
- la réduction de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) de 150 millions d'euros, ce qui annihile la hausse prévue de 150 millions d'euros de la DGF,
- les 1,2 milliard d'euros de réduction de recettes, réalisés via le gel de la fraction de TVA à son niveau 2024, ce qui contrevient à l'engagement du Président de la République de compenser les recettes des impôts locaux supprimés ou renationalisés,
- les 130 millions d'euros prélevés sur les Agences de l'eau, accompagnant le report d'un an du financement du plan eau, qui vont continuer d'affaiblir cette politique publique,
- les 1,4 milliard d'euros annuels prélevés sur les employeurs territoriaux pour alimenter la CNRACL qui est déficitaire, alors que cette caisse a versé 100 milliards d'euros depuis 50 ans à d'autres régimes, et continue de le faire malgré ce déficit,

Il est demandé au Conseil municipal de :

1/ S'opposer aux restrictions et ponctions budgétaires qui dégradent injustement les finances publiques locales et risquent d'engendrer la fermeture de services publics essentiels à la population.

2/ Demander que la Dotation Globale de Fonctionnement soit indexée sur l'inflation et que la contractualisation, si elle est jugée nécessaire, s'opère sur la base d'une relation équitable, équilibrée et concertée entre l'État et les collectivités.

3/ Demander au gouvernement de renforcer le lien entre la fiscalité et le développement des territoires. À ce titre, il est urgent de disposer d'une fiscalité locale, lisible, dynamique, durable, en phase avec la réalité économique, démographique et géographique des territoires.

4/ Demander au gouvernement de revenir sur les mesures de la loi de finances pour 2025 par le vote d'une loi de finances rectificative.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à la majorité**

Par 13 voix pour (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET et Mme Sophie BIRKENER du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Jean-Paul PUJOL du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Marion FORATO du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan », de Mme Valérie

FERRET et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette) et par 19 abstentions (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible » et de M. Fabrice CASTELEYN sans étiquette).

Et décide de :

1/ S'opposer aux restrictions et ponctions budgétaires qui dégradent injustement les finances publiques locales et risquent d'engendrer la fermeture de services publics essentiels à la population.

2/ Demander que la Dotation Globale de Fonctionnement soit indexée sur l'inflation et que la contractualisation, si elle est jugée nécessaire, s'opère sur la base d'une relation équitable, équilibrée et concertée entre l'État et les collectivités.

3/ Demander au gouvernement de renforcer le lien entre la fiscalité et le développement des territoires. À ce titre, il est urgent de disposer d'une fiscalité locale, lisible, dynamique, durable, en phase avec la réalité économique, démographique et géographique des territoires.

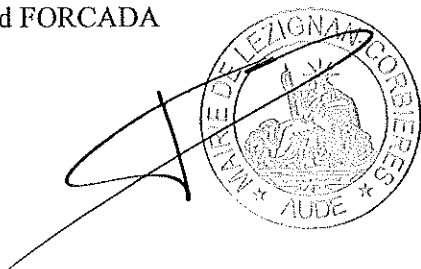
4/ Demander au gouvernement de revenir sur les mesures de la loi de finances pour 2025 par le vote d'une loi de finances rectificative.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

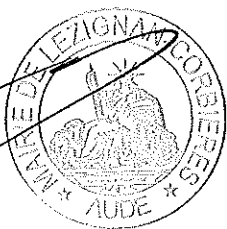
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,

Gérard FORCADA



A large, stylized handwritten signature in black ink, slanted upwards to the right, positioned over a circular official stamp.



Le secrétaire de séance,

Guy VIVÈS



A handwritten signature in black ink, slanted upwards to the right, positioned over a circular official stamp.

